

Le syndicat de la magistrature dénonce la dictature du gouvernement

Rapport au vitriol. Le syndicat de la magistrature, réuni à Nice pour son 51e congrès, fait l'état de la justice française et s'en prend violemment au gouvernement.



Emmanuel Macron. Photo © SIPA

Le syndicat de la magistrature (SM, gauche), réuni à Nice pour son 51e congrès, a une dent contre le gouvernement. En effet, dans un rapport au vitriol sur l'état de la justice française, publié ce samedi 25 novembre, il dénonce une certaine dictature d'Emmanuel Macron.

"Du ministère de la Justice, rien n'émanera qui n'ait été au préalable annoncé à l'Élysée", fustige le SM. Et d'ajouter : "Ce nouvel exécutif pratique la concentration au sommet et le télévangéliste devenu président est tout sauf un novice et impose un verrouillage quasi total".

L'exécutif "manie le verbe pour travestir le réel"

Ainsi, dans ce "rapport moral" de huit pages, le syndicat entend "décrypter les projets" politiques du gouvernement et défendre "une vision de gauche du rôle et du fonctionnement de la justice".

Emmanuel Macron en prend donc pour son grade. Selon le SM, le nouvel exécutif "manie le verbe pour travestir le réel". Pour justifier ses propos, le syndicat de la magistrature rappelle l'engagement fin juillet du chef de l'Etat à prévoir des hébergements d'urgence pour les migrants alors qu'un mois plus tôt, l'Etat contestait l'injonction du tribunal administratif de Lille d'installer des points d'eau à Calais.

"(Sa) langue édulcore et dissimule la violence de (son) action", martèle le SM. Et de fustiger : "La destruction des régulations protectrices en droit du travail ou en procédure pénale" est présentée comme des "simplifications" et "la réforme de la carte judiciaire" assimilée à une "mutation" du "réseau judiciaire".

"La vampirisation de la justice" par le ministère de l'Intérieur

Emmanuel Macron n'est pas le seul à être dans le viseur du syndicat. En effet, le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, est également ébréché dans ce rapport.

“L'Intérieur a le champ libre”, affirme le syndicat, ajoutant que “la vampirisation de la justice, gardienne de la liberté individuelle, par l'Intérieur, n'apparaît jamais tant que dans la loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme”.

“Les concertations orchestrées pour la fin de l'année devront être bouclées dans l'urgence pour accoucher - ô surprise - des propositions présidentielles pour la justice”, ironise en fin le syndicat, déplorant le fait que ses “interpellations pour que la place Vendôme pèse sur des sujets concentrés à l'Intérieur, de l'anti-terrorisme à la dépénalisation des stupéfiants, ne suscitent que des silences gênés”.

Sur le même sujet

- Le Syndicat de la magistrature s'allie au CCIF contre l'état d'urgence
- Malaise à En Marche après la condamnation par la justice de la députée Claire O'Petit